

Réunion du Conseil de sécurité sur le Yémen

27 septembre 2013

Intervention de S.E. Monsieur Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères du Luxembourg

Madame la Présidente,

Je tiens à vous remercier d'avoir organisé cette séance à un moment opportun, alors que la conférence de dialogue nationale au Yémen touche à sa fin. Je remercie le Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Monsieur Jamal Bénomar, le Secrétaire général du Conseil de Coopération du Golfe, Monsieur Al-Zayani, et le Ministre des Affaires étrangères du Yémen, le Dr. Al-Qirbi, pour leurs exposés.

Il y a deux ans, le Yémen se trouvait au bord de la guerre civile. Depuis lors, les parties yéménites ont témoigné d'un engagement exemplaire à assurer un avenir pacifique pour leur pays. Elles ont choisi le dialogue au lieu de la violence, le consensus au lieu de la division. Des progrès remarquables ont déjà pu être réalisés sur la voie de cette transition politique pacifique qui répond aux aspirations démocratiques légitimes du peuple yéménite.

Il est aujourd'hui nécessaire de redoubler d'efforts afin de progresser et de rendre ce processus irréversible. Nous comprenons que les délibérations au sein des groupes de travail de la Conférence de dialogue nationale n'ont pas toujours été faciles. A cela, rien d'étonnant. L'examen des différends de longue date et l'établissement d'un nouveau contrat social ne sauraient se faire du jour au lendemain. Nous espérons toutefois sincèrement que la Conférence pourra s'achever dans les prochaines semaines et que les parties yéménites continueront de travailler ensemble, de façon constructive, pour trouver des solutions équitables aux questions en suspens.

Il importe, dans ce contexte, que la communauté internationale et le Conseil de sécurité demeurent aux côtés des Yéménites, en soutenant la réconciliation nationale et en rappelant les dispositions de la résolution 2051 à tous ceux qui, en coulisse, encouragent l'obstruction du processus en cours.

Madame la Présidente,

Le Yémen devra également poursuivre sur la voie des réformes économiques. Les Amis du Yémen l'ont souligné avant-hier. Des progrès sont indispensables dans le domaine de l'emploi et de la lutte contre le chômage, ainsi que sur la question des subventions dans le secteur de l'énergie. Il importe également que des réformes substantielles soient entreprises afin de moderniser la fonction publique.

La transition yéménite demeure, par ailleurs, fortement contrainte par les défis sécuritaires auxquels le pays fait face. La recrudescence des attentats dirigés contre la société civile, les forces de sécurité yéménites, les diplomates et les agents humanitaires, constitue une réelle source d'inquiétude. Il faut, aussi dans ce domaine, venir en aide aux autorités yéménites.

La situation humanitaire demeure également fort préoccupante, comme a pu en témoigner la Secrétaire générale adjointe chargée des Affaires humanitaires, Madame Valerie Amos, suite à sa récente visite au Yémen. Avec un taux de malnutrition infantile parmi les plus élevés au monde, plus d'un million d'enfants privés d'accès à l'éducation, 13 millions de personnes – soit plus de la moitié de la population – qui n'ont pas accès à l'eau potable ou à l'assainissement de base, plus de 10 millions de personnes qui souffrent d'insécurité alimentaire, il est évident que le règlement de la crise humanitaire est indispensable à la stabilisation du pays et à son redressement économique. Les besoins humanitaires ne doivent donc pas être négligés et les défis économiques doivent être abordés. Sinon, les perspectives d'une transition politique réussie pourraient être gravement compromises.

Madame la Présidente,

Pour conclure, permettez-moi de dire quelques mots sur les droits de l'enfant et sur le problème des enfants-soldats. Nous nous félicitons de l'adoption par le Gouvernement du Yémen, au début de ce mois, du plan d'action pour mettre fin au recrutement et à l'emploi d'enfants par les forces armées yéménites. Une fois qu'il aura été formellement signé, ce plan devra être mis en œuvre dans les meilleurs délais. Nous appelons également le Gouvernement yéménite à respecter les obligations qui sont les siennes au titre du droit international, y compris les Conventions des Nations Unies visant à protéger les droits de l'enfant, dont le Yémen est signataire, et à promulguer une loi fixant un âge minimum pour le mariage, conformément aux normes internationales. Une telle démarche est indispensable aussi pour assurer une cohérence avec les efforts qui sont déployés dans le cadre de la Conférence nationale en vue de la modernisation et de la protection des droits de l'homme.

Je vous remercie de votre attention.

Mr. Asselborn (Luxembourg) (spoke in French): I would like to thank you, Madam President, for having organized this meeting at such a timely juncture, as the National Dialogue Conference in Yemen is drawing to a close. I would like to thank the Special Adviser to the Secretary-General on Yemen, Mr. Jamal Benomar; the Secretary General of the Gulf Cooperation Council, Mr. Al Zayani; and the Minister for Foreign Affairs of Yemen, Mr. Al-Qirbi, for their statements.

Two years ago, Yemen was on the brink of civil war. Since then the Yemeni parties have shown exemplary commitment to ensuring a peaceful future for their country. They have chosen dialogue over violence and consensus over division. Remarkable progress has already been made on the path to this peaceful political transition, which responds to the legitimate democratic aspirations of the Yemeni people.

Today it is necessary to redouble efforts to so as to move forward, and to make that process irreversible. We understand that the deliberations within the working groups of the National Dialogue Conference have not always been easy. There is nothing surprising about that. The examination of long-standing disputes and the establishment of a new social contract cannot be done overnight. Nevertheless, we sincerely hope that the Conference will be able to conclude over the next few weeks and that the Yemeni parties will continue to work together in a constructive manner to find fair solutions to outstanding issues. It is important, in that context, that the international community and the Security Council stand beside the Yemenis, supporting national reconciliation and recalling the provisions of resolution 2051 (2012) to anyone behind the scenes who may attempt to obstruct the process underway.

Yemen must also continue on the path of economic reform. The Friends of Yemen stressed that the day before yesterday. Progress is essential in the areas of employment and combating unemployment, as well as on the issue of subsidies to the energy sector. It is also important that substantial reforms be undertaken to modernize the civil service.

The Yemeni transition, moreover, remains seriously constrained by security threats facing the country. The recurrence of terrorist attacks against civil society, Yemeni security forces, diplomats and humanitarian workers is a real source of concern. In that area also, we must come to the aid of the Yemeni authorities.

The humanitarian situation also remains very worrying, as the Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs, Ms. Valerie Amos, spoke of following her recent visit to Yemen. With one of the highest levels of child malnutrition in the world, more than 1 million children denied access to education, 13 million people — more than half of the population — without access to drinking water or basic sanitation, and more than 10 million people suffering from food insecurity, it is clear that solving the humanitarian crisis is indispensable for the stabilization of the country and for its

economic recovery. The humanitarian needs, therefore, must not be neglected, and the economic challenges must be addressed. Otherwise, the prospects for a successful political transition could be seriously compromised.

In conclusion, allow me to say a few words on the rights of the child and the problem of child soldiers. We welcome the adoption by the Government of Yemen, at the beginning of the month, of the action plan to put an end to the recruitment and the employment of children by Yemeni armed forces. Once that has been formally signed, it should be implemented as soon as possible.

We also call upon the Yemeni Government to respect the commitments it has made under international law, including United Nations Convention on the Rights of the Child, to which Yemen is a signatory, and to pass a law establishing a minimum age for marriage in line with international norms. Those steps are indispensable, I believe, to ensure consistency with the efforts deployed within the framework of the National Dialogue Conference with a view to modernizing and protecting human rights.